Tiniguena — « Cette Terre nous appartient »

Construire la durabilité grâce à la gouvernance d'espaces, de ressources naturelles et culturelles dans un pays périphérique

| Guinée Bissau |

Le nom « Tiniguena », prend son origine dans la langue ethnique « Cassanga » qui signifie : « cette terre nous appartient ». Tiniguena est une organisation non gouvernementale guinéenne, fondée en 1991, elle fait partie d'un mouvement d'émergence des organisations civiques qui parie sur l'encouragement d'une nouvelle dynamique de participation effective des populations dans la construction du futur de la Guinée-Bissau.

Comme le processus de libération politique et démocratique est en cours, les premières ONGs du pays ont été créées et Tiniguena a, ainsi, fait partie des organisations qui ont marqué l'évolution de la Société Civile formelle guinéenne, en relevant le défi qu'il serait possible, même dans un contexte fragile, de promouvoir un autre modèle de développement, différent de celui qui était, jusqu'alors, concentré au niveau des institutions de l'État.

Cette organisation a, donc, pour mission de **« promouvoir un développement participatif et durable, basé sur la conservation des ressources naturelles et culturelles et dans l'exercice de la citoyenneté »**, en visant une Guinée-Bissau dans laquelle les populations locales pourraient contribuer dans le bien-être de leur pays et bénéficier de ce processus pour se réaliser à tous les niveaux.

Au sein de cette mission, Tiniguena intervient dans différents domaines au fur et à mesure qu'elle identifie les nécessités du contexte, en prenant en compte transversalement

plusieurs thématiques comme l'agriculture familiale paysanne, la souveraineté et la sécurité alimentaire, la valorisation socio-économique des produits locaux et de la biodiversité, l'éducation environnementale pour la citoyenneté, la gestion des zones protégées, l'égalité et l'équité des sexes.

Ayant comme principales zones d'intervention, Bissau et le littoral sud du pays, appelés la Zone Verte, Cantanhez et le complexe Urok (Formosa, Nago, Tchediã), l'action de Tiniguena a permis la valorisation de la production agricole locale basée sur les cultures et les espèces de la biodiversité, de promouvoir la conservation et l'utilisation des cultures et des variétés agricoles et de ressources phytogénétiques locales avec une action particulière pour les intérêts des femmes en terme de biodiversité agricole. En plus de cela, elle a permis l'éveil de la conscience nationale pour la valorisation des saveurs, des savoirs et des pratiques locales associées aux services des écosystèmes et également le soutien dans la dynamisation des organisations locales pour la participation des citoyens dans la gestion des ressources et des espaces.

Reunión de los miembros del Consejo de Administración del Urok, Isla de Formosa - Guinea-Bissau, 2019, Archivos de Tiniguena

Pour rendre les interventions effectives, Tiniguena a adopté plusieurs méthodes de travail, en prenant en compte le contexte et les nécessités identifiées. Parmi les méthodologies, on retrouve l'information, la communication et la sensibilisation; l'animation et le travail en réseau, le plaidoyer, l'assistance technique et le renforcement des capacités; les micro-financements, les soutiens matériels, la réalisation d'études et les applications de prélèvement et la systématisation des savoirs populaires.

Les calendriers annuels de Tiniguena, créés en 1994, sont un outil important de sensibilisation. Tant par leur abordage consistant dans le relevé des problématiques environnementales, culturelles et socio-économiques en Guinée-Bissau, que par l'environnement de célébration créé autour de leur présentation tous les ans, (celle-ci est devenue un acte de la tradition institutionnelle très anticipée), le calendrier est devenu l'une des images de marque de Tiniguena.

Portada del Calendario 2020 de Tiniguena, Cadique- Cantanhez 2019, Simon Nancy

Kil ki di nos tem balur

Línea de productos Kil Ki Di Nos Tem Balur, 2010, Emanuel Ramos

Les exemples de ces interventions ont toujours été mis en évidence grâce à de nombreux projets, au cours des années, tels que la création de la première Zone Protégée Communautaire en régime de co-gestion dans les îles Urik, situés dans la Réserve de Biosphère de l'Archipel de Bolama-Bijagós, le soutien aux petits producteurs dans la production, la transformation et la commercialisation qui a résulté en la ligne de produits « Kil Ki Di Nós Tem Balur » (ce qui nous appartient a de la valeur), qui visait la promotion des produits de la biodiversité de la terre et de la mer. Une initiative novatrice dans le pays qui a eu un effet multiplicateur à partir de 2006, inspirant d'autres initiatives similaires dans le pays. « Anós Ku Ten Terra » (nous sommes les propriétaires de la terre), qui contribue à la légalisation des terres productives communautaires dans les communautés paysannes menacées par les groupes privés, et sur cette base, la constitution de comités populaires de gestion foncière. « Conhecer para Amar, Amar para Proteger » [Connaître pour Aimer, Aimer pour protéger], une initiative de promotion de volontariat, ayant vingt-cinq ans d'existence, dans le domaine de l'éducation environnementale pour la citoyenneté d'adolescents et de jeunes grâce à des visites d'étude sur des sites du patrimoine naturel, culturel et historique du pays. L'initiative contribue à la création d'une masse critique de jeunes engagés avec leur terre et leur peuple, aidant Tiniguena dans la sensibilisation et l'information de la jeune génération dans leurs procédés d'action.

Tiniguena s'est également engagée au niveau du projet d' « Achat d'Aliments Locaux », avec les agriculteurs familiaux pour l'approvisionnement des Cantines Scolaires. En partenariat

avec le PAM - Programme Alimentaire Mondial, visant l'amélioration des conditions d'apprentissage des enfants et des adolescents dans le système d'enseignement public, en considérant le principes d'équité des sexes, la promotion et la préservation d'un régime basé sur la cuisine et la culture locales. Elle s'est aussi engagée dans le projet « Mulheres Rurais » [Femmes Rurales] qui consiste en la contribution pour le renforcement de la démocratie participative en Guinée-Bissau, grâce à la promotion de l'exercice d'égalité des droits dans le domaine du PBF - Fonds de Consolidation de la Paix des Nations-Unis. Ceci sont d'autres exemples de cet engagement.

Contrôle des Ressources Naturelles

Tiniguena étant la première organisation de nature environnementale dans le pays et face aux menaces de surexploitation des ressources naturelles stratégiques comme les poissons, les forêts, le pétrole et les mines. Elle s'est engagée à développer, à partir de 2016, une action publique de Contrôle des Ressources Naturelles, grâce à un financement de l'Union Européenne et de l'Inter Pares. Ceci ont exposé les fragilités du système public dans l'entretien des ressources naturelles marqué par le manque de transparence dans sa gestion, et principalement, a donné du pouvoir à la Société Civile dans le contrôle de ses patrimoines et a mis en place un système d'alerte précoce, de façon à éviter les processus d'exploitation abusive.

Exploração de Madeira, Guiné-Bissau, Constantino Correia

Pedreira de Xitole, Guiné-Bissau, 2020, archivo de Tiniguena

Les dénonciations publiques faites à propos de ces problématiques, telle que la construction de la centrale thermoélectrique dans le Parc Naturel des Lagoas de Cufada (plus grande réserve d'eau douce du pays), ainsi que l'abattage illégal d'arbres dans plusieurs régions du

pays ont, non seulement, permis au public d'avoir une compréhension plus importante de ce sujet, permettant de maintenir le thème dans l'agenda public, grâce à la communication sociale nationale et internationale, mais ont, également, eu un impact positif sur le contrôle communautaire effectué par les agents locaux, pour une pratique de contrôle populaire, obligeant ainsi le gouvernement à rendre des comptes, à adopter des moratoires d'exploitation et à imaginer certaines améliorations de l'exploitation.

Les actions du Projet de Suivis des Ressources Naturelles mis en place par Tiniguena, ont inspiré les processus plus larges de gestion des espaces et des ressources naturelles en Afrique Occidentale. Le Projet Sub-Régional « Gestion Environnementale des Activités de l'Exploitation du Pétrole et du Gaz dans les régime Offshore » en est un exemple. C'est un partenariat de la Fondation MAVA avec le programme de Conservation Maritime dans l'Afrique Occidentale - PRCM regroupant huit pays, dont la Guinée-Bissau.

APAC - Valorisons les Zones et les Territoires du Patrimoine Autochtone et Communautaire de Guinée-Bissau

Pour une vision équitable et participative de la Conservation, il est essentiel de valoriser des formes communautaires de préservation du patrimoine naturel, toujours associées à la diversité culturelle. C'est avec cet objectif que Tiniguena, à travers ce projet de soutien du Fonds des Nations Unis pour l'environnement, est en train de procéder au recensement des lieux ayant les caractéristiques d'APAC, en Guinée-Bissau, conservés volontairement par des peuples indigènes, dont les bénéfices écologiques et économiques sont énormes pour les communautés traditionnelles locales.

En ce sens, des relevés d'informations ont été effectués sur la gouvernance de ces espaces, pour mettre à dispositions des décideurs et de plaider avec eux pour la reconnaissance formelle publique, la valorisation et le développement des zones et territoires intégrants des

patrimoines autochtones gérés de formes communautaire.

Isla João Vieira, Guinea-Bissau, En Haut/IBAP

Gouvernance et durabilité du changement tenu par les communautés

Le travail développé dans les îles Urok, dans lesquelles le soutien à la production agricole à des fins alimentaires, la conservation des ressources naturelles, stratégiques de dynamisation et l'économie locale, l'empouvoirement féminin et la gouvernance communautaire, complètent la culture de savoirs populaires déjà existants, est un exemple de référence du rôle de Tiniguena au niveau communautaire. Ce modèle d'intervention contribue au sauvetage, à la conservation et à la valorisation des techniques et des savoirs traditionnels favorables et potentialisateurs de la production, de la valorisation des semences et de la gestion de l'espace naturel et la potentialisation des services des écosystèmes.

Participantes en la Asamblea General de la Zona Marina Protegida Comunitaria Urok, Isla de Formosa, 2018, Pierre Campredon

Sur ce territoire, la conservation des ressources naturelles de la biodiversité est l'élément central de la mobilisation des populations à travers plusieurs collectivités et groupes d'intérêts. L'une d'elle est la pêche artisanale responsable, grâce au contrôle participatif des ressources et de la zone côtière et la promotion de l'agriculture biologique, grâce à des potagers communautaires. En 2019, le Conseil de Gestion de l'AMPC Urok a été récompensé par le Prix Équateur des Nations Unies, en tant qu'exemple de solutions locales pour la gestion de processus locaux ayant des impacts sur l'atténuation des changements climatiques.

Entrega de Premio Ecuador, Nueva York, archivos de Tiniguena

C’est l’abordage du travail direct avec les communautés que privilégie Tiniguena comme étant essentiellement une méthodologie qui a, non seulement, atteint son objectif d’élargissement de la conscience civique, de participation populaire publique et d’amélioration des conditions de vies de ces communautés au long du temps, mais qui a également permis à Tiniguena d’avoir l’opportunité de dialoguer et de consolider ses compétences techniques et ses expériences sur le terrain.

Au fil des années, en plus des actions d’interventions communautaires, Tiniguena a également construit des partenariats importants, tant au niveau national qu’international, grâce à son travail en réseau. Parmi ceci, on peut mettre en avant le RESSAN-GB (Réseau de Souveraineté et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle de Guinée-Bissau), la Maison des Droits, une initiative qui a transformé le siège de la première prison coloniale et du pays en un espace collectif de référence et de coresponsabilité qui intervient dans la promotion des droits, de l’égalité des genres et du dialogue inter-opérationnel, la COPAGEN (Coalition pour la Défense du Patrimoine Génétique Africain), le GTP-IE (Groupe de Travail sur le Pétrole et les Autres Industries Extractives), le Groupe de Travail pour la promotion des Produits de la Terre, le PRCM (Programme Régional pour la Conservation de la Zone Côtière et Marine d’Afrique Occidentale), le RAMPAO (Réseau des AMP d’Afrique Occidentale).

Ces coopérations ont permis à Tiniguena de développer et de renforcer des connaissances grâce à l’échange d’expériences, de contribuer à l’influence de politiques publiques concertées entre les acteurs de la société civile et de renforcer sa position de revendication pour sa vision du développement, en faisant pression et en influant sur des décisions qui ont favorisées le bien-être des communautés les plus dans le besoin.

Le contexte de vulnérabilité politique et socioéconomique dans lequel se trouve la Guinée-Bissau a suscité des opportunités de création d’une société civile active dans le pays, servant de motivation pour la naissance de Tiniguena, elle-même, et de son modèle d’intervention. Actuellement, et toujours plus, ce même contexte de crises cycliques (durant

plus de quatre décennies), qui a servi d'inspiration, est lui même le propulseur du grand défi auquel l'institution fait face. Il traite de la mobilisation des ressources financières pour le soutien institutionnel et la constitution d'un plan de résilience interne stable qui permet une plus grande indépendance financière. Ces défis signifient principalement qu'il sera nécessaire de valoriser les apprentissages acquis jusqu'à maintenant, de maintenir une capacité de résilience et d'esprit de sacrifice au niveau interne fort ainsi qu'une bonne capacité de mobilisation et de retenue des ressources humaines. Il sera également crucial de continuer et de consolider les partenariats déjà existants, qui accompagnent Tiniguena depuis sa fondation, comme c'est le cas avec Inter Pares.

Interventions de Tiniguena pour la réponse au COVID-19 en Guinée-Bissau

Selon l'OMS, la Guinée-Bissau se trouve parmi les pays de la Région Africaine de l'OMS présentant un risque élevé d'importation de cas de maladie, étant donné le mouvement des personnes, sa situation géographique (frontière insulaire et plusieurs points d'entrée). En Guinée-Bissau, 564 infectés par le COVID-19 ont déjà été recensé, parmi eux, 451 cas actifs, 24 guéris et 2 décès, en sachant que les premiers cas venaient de l'étranger.

Pour un pays dont le système national de santé est fragile, dans lequel les cycles continus d'instabilité politique aggravent le développement du secteur, certaines mesures mises en place en occident ont été appliquées aveuglément, alors que les réalités socio-économiques ne sont pas les mêmes. Le pays se trouve en état d'urgence depuis le 27 mars, écrasant ou faisant stagner de façon drastique toutes les activités économiques et les moyens de subsistances de la majorité des familles.

Cette mesure a provoqué l'insécurité et la résistance d'une partie de la population et des opérateurs de l'économie informelle[1] Un rapport du FMI (2017) suggère que le secteur informel de Guinée-Bissau représente plus de 40% de son économie. Ce secteur est dominé par les femmes qui ont des difficultés d'accéder aux emplois formes, mais qui, généralement, sont à la tête de leurs familles (Plataforma, 2020). qui dépendent de ce qu'ils

vendent au jour le jour pour survivre, ce qui a d'un autre côté, eu pour conséquence, un certain niveau d'animosité entre les forces de police et la population. De nombreux témoignages de violences physiques et de détentions ont été recensés, dans un contexte clair de violation des droits de l'Homme.

Des niveaux de vulnérabilité élevés, la pauvreté et le manque de ressources publiques dans le pays, aggravés par la faible performance de la récolte de commercialisation des noix de cajou, plus grande source de revenu des familles et de l'exportation, associé à l'assouplissement de l'envoi des sommes envoyées par les migrants, à cause de la réduction des flux, conditionnent la capacité de résistance des familles qui ne parviennent pas à obtenir des réponses de protection sociale de la part des institutions soumises aux limitations de l'aide publique au développement, en prenant en compte l'instabilité politique et la non reconnaissance de l'international par le gouvernement en exercice.

Le confinement national signifie que, pour la majorité de ces familles qui survivent des biens qu'ils peuvent vendre au jour le jour, le revenu familial est réduit et la pauvreté est exacerbée, comme un effet secondaire du coronavirus. Simplement, pour ceux qui dépendent de l'économie informelle, « il vaut mieux mourir de la maladie, plutôt que de faim[2]Diário de Notícias (2020) ″É melhor morrer da doença do que morrer de fome″. Angolanos desafiam restrições [en ligne]. Disponible sur : https://www.dn.pt/mundo/e-melhor-morrer-da-doenca-do-que-morrer-de-fome-angolanos-desafiam-restricoes-12033934.html » .

Une grande partie de ce qui est vendu sur le marché informel sont des produits agricoles et la pandémie coïncide avec la récolte de la noix de cajou. Celle-ci est l'un des principales exportations de Guinée-Bissau, représentant 90% du total des exportations[3] UNIOGBIS (2020) Guiné-Bissau vulnerável ao choque do COVID-19. [en ligne] Disponible sur : https://uniogbis.unmissions.org/en/guiné-bissau-vulnerável-ao-choque-do-covid-19. La dépendance économique dans la monoculture de la noix de cajou rend le pays vulnérable, même en temps normal. Cependant, avec la fermeture du marché et des frontières, le secteur se retrouve paralysé.

Dans les communautés rurales, les populations dépendent de l'agriculture de subsistance, mais l'état d'urgence limite l'accès tant aux marchés nationaux, qu'internationaux. Le revenu par ménage est donc limité. Ceci, en plus de la diminution des sommes envoyées par les membres de la familles ayant migré vers d'autres centres urbains pour participer à l'économie informelle, signifie que les populations rurales font face à une vulnérabilité particulière[4] World Food Programme (2020) Economic and Market Impact analysis of COVID-19 on West and Central Africa [en ligne] Disponible sur : https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/WFP-0000113974.pdf.

Une perspective démocratique dans l'affrontement de la pandémie

Considérant ce scénario, ce sont les Organisations de la Société Civile qui parviennent à une réponse quant à l'assistance sociale de la population. Ces organisations jouent un rôle fondamental dans la création de plusieurs actions de sensibilisation sanitaire et de mobilisation d'aliments avec comme objectif de diminuer les impacts de cette pandémie sur plusieurs niveaux. Et Tiniguena n'est pas une exception, celle-ci a adapté son programme au nouveau contexte, reconvertissant l'agenda de ses techniciens et en mobilisant des ressources financières grâce à des partenariats consolidés qui permettraient de monter un plan d'action dans la lutte contre le Covid-19.

Formación de jóvenes voluntarios en la prevención de Covid-19 , isla de Formosa, 2020, archivos de Tiniguena

Ce plan est, par exemple, mis en place grâce à des réseaux dans lesquelles Tiniguena est présente. Les partenariats du SiSSAN (système de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle) ont recensé leurs interventions respectives pour limiter la propagation du virus, mais également pour limiter l'insécurité alimentaire exacerbée par le coronavirus.

Tiniguena, en tant que partenaire, a pour objectif de réduire les impacts, évoqués ci-dessus,

principalement dans les zones rurales, dans lesquelles se trouvent les personnes les plus vulnérables. Elle a concentré ses efforts dans ses zones d'intervention, comme les îles Uroks, où le projet Etikapun'ha, en collaboration avec l'IBAP (Institut de Biodiversité et des Zones Protégées), a soutenu des jeunes volontaires dans une campagne de sensibilisation dans différents villages de Formasa et a fourni à ces communautés des installations sanitaires et des aliments. Des activités similaires sont prévues, dans les mois à venir, pour Gabú, Quinara et Tombali.

Pour soutenir la sécurité et la souveraineté alimentaire dans ses zones d'intervention, mais également au niveau des installations sanitaires et du travail social, Tiniguena travaille à la mise en place de banques alimentaires fournissant des produits de la production locale, mais qui participerait également à la sécurité des revenus des agriculteurs. Elle organise également des activités de renforcement de capacités en méthodes d'agriculture familiale pour garantir la sécurité alimentaire sur le long terme, ainsi que la formation et le soutien technique des femmes qui produisent.

Des campagnes de sensibilisation à travers des stations de radios communautaires en langues locales sont prévues, pour vulgariser l'information à propos du coronavirus et, en partenariat avec la Ligue Guinéenne des Droits de l'Homme (LGDH), elle prétend établir des systèmes de protection ainsi que d'appui aux femmes et aux filles vulnérables face à l'exploitation et à la violence conjugale.

Actuellement, après quasiment 30 ans d'existence, Tiniguena a acquis une solide expérience, malgré les nombreuses perturbations politiques qui ont plongé le pays dans des crises économiques, politiques et sociale successives. Ces perturbations ont apporté d'importants apprentissages au niveau de la survie institutionnelle renforçant la capacité de résilience et d'adaptation aux contextes d'urgence, comme celui que nous vivons aujourd'hui, avec la pandémie du COVID-19.

Rugui Baldé *assistante de Projets*
Erikson Mendonça *assistant de Droits Communautaires*

Yasmina Silva *assistante de Communication*

traduit par
Déborah Spatz
